

REVISION DU PDR-2016 2017

Partie concernée				Demande de modification	
Section	Types d'opération	Paragraphe	Page	Modification 2017	Justification
	4.1.1 Modernisation des exploitations d'élevage	Bénéficiaires		Ajout parmi les bénéficiaires personnes morales des TO 4.1.1, 4.1.2 et 4.1.3 : " <u>coopératives d'activité et SCOP (Sociétés coopératives et participatives)</u> "	Ce type de bénéficiaires participent à l'installation de nouveaux agriculteurs (pépinières d'entreprises agricoles).
	4.1.4 Modernisation des serres et des équipements dans les secteurs maraîcher et horticole	Conditions d'admissibilité		suppression de "être à jour des obligations fiscales et sociales, notamment liées aux régimes de base obligatoires de protection des salariés et des non-salariés ; s'engager à respecter, dans le cadre de l'exploitation objet de l'aide, les conditions minimales requises dans le domaine de l'environnement attachées à l'investissement concerné	Ces conditions se sont révélées non pertinentes lors de l'instruction des premiers appels à projets.
	4.1.4 Modernisation des serres et des équipements dans les secteurs maraîcher et horticole	Montants et taux d'aide		Introduction d'une majoration pour la filière fruits et légumes aux demandeurs reconnus organisations de producteurs (OP) ou membre d'une OP : diminution du taux de base à 30% et majoration pour les OP à 40%	Encourager l'organisation de la filière dont le faible taux d'organisation entraîne une perte de compétitivité plus marquée que la moyenne nationale.

	4.1.5 Investissements pour la modernisation des vergers	Condition s d'admissi bilité	<p>suppression de :</p> <p>Le demandeur doit satisfaire, à la date du dépôt de la demande d'aide, aux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • être à jour des obligations fiscales et sociales, notamment liées aux régimes de base obligatoires de protection des salariés et des non-salariés ou avoir obtenu un accord d'étalement ; • respecter, dans le cadre de l'exploitation objet de l'aide, les conditions minimales requises dans le domaine de l'environnement attachées à l'investissement concerné par la demande d'aide ; • tenir une comptabilité conforme au "Plan-comptable" ; 	Ces conditions se sont révélées non pertinentes lors de l'instruction des premiers appels a projets.
Sec tion 8	4.1.5 Investissements pour la modernisation des vergers	Montants et taux d'aide	Introduction d'une majoration pour la filière fruits et légumes aux demandeurs reconnus organisations de producteurs (OP) ou membre d'une OP : diminution du taux de base à 30% et majoration pour les OP à 40%	Encourager l'organisation de la filiere dont le faible taux d'organisation entraine une perte de compétitivité plus marquée que la moyenne nationale.
	4.1.5 Investissements pour la modernisation des vergers	Principes de sélection	introduction de principe de selection en faveur des vergers sous signe officiel de qualité (SIQO) : "• projet s'inscrivant dans une double performance économique et environnementale : taux de renouvellement du verger pour l'espèce considérée, exploitation appartenant au réseau des fermes DEPHY (Ecophyto) ou engagée dans une certification environnementale reconnue par les Pouvoirs Publics (MAAF) ou dans une charte de production fruitière intégrée ou <u>dans une labilisation d'un signe officiel de qualité "</u>	Cibler l'aide la restructuration sur les vergers qui ont de meilleures opportunités de valorisation aval.

Section 8	4.1.5 Investissements pour la modernisation des vergers	Montants et taux d'aide	210 Ajout d'une bonification de 10 % en zone de montagne (zone défavorisée)	Les contraintes spécifiques à la zone de montagne qui renchérissent le coût d'exploitation (lutte antigel, événements climatiques plus fréquents qui nécessitent des protection- grêle), ce qui justifie un allègement de coût sur la partie rénovation du verger.
section 8	4.2 Investissements dans les industries agroalimentaires	Conditions d'admissibilité	Abaissier le seuil à 30000€ pour les distilleries de la filiere Plantes Aromatiques, à Parfum et Médicinales (PAPAM).	Les besoins spécifiques des entreprises et les outils de transformation propres à la filière PAPAM représentent des investissements de taille inférieure à la moyenne. Le seuil fixé pour l'ensemble de la mesure exclu des projets qui répondent pourtant à ses objectifs. C'est pourquoi il est proposé de le réduire pour mieux adapter l'aide aux spécificités de la filière.
	4.2 Investissements dans les industries agroalimentaires	Conditions d'admissibilité	Augmenter la part maximale d'un actionnaire dans la société à 70% pour la filiere Plantes Aromatiques, à Parfum et Médicinales (PAPAM). : " Le projet de l'entreprise doit concerner une production dont les approvisionnements en produits agricoles primaires sont assurés par au moins trois agriculteurs (directement et indirectement) dont aucun ne réalise plus de 50% des volumes livrés. <u>Pour les entreprises de la filiere Plantes Aromatiques, à Parfum et Médicinales (PAPAM), cette part est fixée à 70%.</u> "	Cet ajustement permet de mieux prendre en compte la typologie des entreprises de la filiere PAPAM
Section 8	4.3.1 Modernisation des infrastructures hydrauliques agricoles et retenues de substitution	Description	216 ajout de : 3/ <u>Réhabilitation et aménagement d'ouvrages de prélèvement, de transport, de distribution d'eau brute améliorant l'efficience des réseaux d'irrigation ;</u>	La réhabilitation des réseaux, notamment les canaux gravitaires, participe entre autre à améliorer le rendement de ces réseaux et donc aux économies d'eau (cuvelage, reprise de canaux en terre...)

Section 8	4.3.1 Modernisation des infrastructures hydrauliques agricoles et retenues de substitution	Couts admissibles	216 Ajout dans investissements matériels de : <u>"ou liés à la réhabilitation et à l'aménagement d'ouvrages de prélèvement, de transport, de stockage et distribution d'eau brute améliorant l'efficacité des réseaux d'irrigation.</u> et de <u>"système de respect des débits réservés, vanne de décharge, forages et leurs équipements y compris forage d'essais".</u>	Précisions sur les dépenses éligibles liées notamment à l'élargissement de la mesure à la réhabilitation d'ouvrages existants (cf ajout du 3/ dans la description de la mesure). En effet la réhabilitation des réseaux, notamment les canaux gravitaires, participe entre autre à améliorer le rendement de ces réseaux et donc aux économies d'eau (cuvelage, reprise de canaux en terre...)
Section 8	4.3.1 Modernisation des infrastructures hydrauliques agricoles et retenues de substitution	Couts admissibles	217 Baisser le seuil de 50 000 € à 10 000 €	De nombreux travaux, notamment pour les petites structures ont des montants inférieurs à 50 000 €. Il s'agit là d'aligner le montant plancher à celui de l'agence de l'eau pour plus de cohérence dans l'éligibilité des dossiers.
Section 8	4.3.1 Modernisation des infrastructures hydrauliques agricoles et retenues de substitution	Couts admissibles	Ajout des études globales et schémas directeurs non suivies de travaux : " <u>Frais d'études liés à l'investissement suivies ou non de travaux</u> : études faisabilités, études préalables, études avant-projet et projet, études réglementaires (dont actes notariés, frais de dédommagement et de servitude sur les emprises du projet et d'accès au chantier) dans la limite <u>de 75000€ + 5% du coût total éligible des investissements matériels</u> "	Ces études sont réalisées en amont des projets d'investissements. Il n'est pas possible de connaître la nature précise des travaux avant les résultats de ces études. Suppression de la limite de 15% non applicable dans le cas où les études ne sont pas suivies de travaux, remplacée par un plafond à 75000€.
Section 8	4.3.3 Dessertes forestières	Couts admissibles	228 Ajout câbles mobiles : Travaux d'aménagement structurant pour le câble forestier : infrastructures fixes et mobiles. (pose et dépose)	Les évolutions techniques font que les structures mobiles se développent et constituent de réelles solutions de mobilisation du bois en montagne.

	4.3.4 Aires de lavage et systèmes de traitement des effluents phytosanitaires	Montants et taux d'aide	Précisions sur le zonage permettant d'obtenir la majoration : ajout de "Taux de 100% si le projet <u>ou au moins une des surfaces agricoles exploitées par un utilisateur de l'aire de lavage collective</u> est situé sur aire d'alimentation de captages."	Précision visant à simplifier l'application de la bonification en faveur des aires de lavage situées dans des périmètres de protection.
Section 8	6.1.1 Dotation Jeunes agriculteurs	Montants et taux d'aide	250 modification de la modulation (cadre national) : diminution de chaque bonification de 15% à 10% et ajout d'une dotation liée à l'effort de reprise et de modernisation : " <u>Une dotation supplémentaire de 4 000 € en zone de plaine et de 8 000 € en zone défavorisée ou de montagne, est accordée lorsque l'installation donne lieu à un effort de reprise et de modernisation plus important, c'est à dire un investissement de plus de 120 000 € en zone de plaine et de 150 000 € en zone défavorisée ou de montagne.</u> "	Il s'agit de l'application régionale de la modification des aides à l'installation dans le cadre national.
Section 8	6.1.2 Prêts bonifiés attribués aux nouveaux installés	Montants et taux d'aide	255 mis à jour du cadre national	
Section 8	6.3 Aide au démarrage pour le développement des petites exploitations		suppression du TO : suppression de la mesure 6 et des références faites au TO 6,3 dans la section 5	Ce TO se révèle inadapté au besoin qui est davantage de soutenir les agriculteurs de plus de 40 ans que le développement des petites exploitations. Les critères sont trop restrictifs et le montant de l'aide insuffisant. L'ouverture du TO 4.1.6 couvrira les besoins liés à ce dispositif à travers des prêts d'honneur.

	8.6 Aide à l'équipement et à la modernisation des entreprises sylvicoles et d'exploitation forestière	Montants et taux d'aide	Abaissement du taux d'aide à 30%	Cette réduction du taux d'aide vise à mieux réguler l'utilisation du budget disponible en raison de la forte demande observée dans la programmation de ce type d'opération. Elle va également s'accompagner d'une sélection plus fine des projets
	16.7.1 Soutien à l'émergence de démarches territoriales en faveur de la préservation du foncier agricole et naturel, indispensables au maintien d'une activité agricole dynamique	Coûts admissibles	ajout de : "Coûts indirects sur la base d'un forfait de 15% des frais de personnel directs éligibles (utilisation des coûts simplifiés)."	pour répondre au besoin des porteurs de projet observé pendant le début de la programmation.
section 8	19.4 Aide aux coûts de fonctionnement et à l'animation		precision de la condition sur les type de structures pour la sélection des GALS : " <u>« Les structures porteuses des GAL sont les structures porteuses retenues dans le cadre de l'Appel à Manifestation d'Intérêt LEADER 2014-2020 ou toute personne juridique venant s'y substituer par voie d'avenant à la convention de délégation de gestion. »</u>	prendre en compte les évolutions de ces structures

Sec tion 10	Modification du plan de financement		<p>Agmentation de l'enveloppe correspondant au type d'opération 16.5 de 1 million d'euros à partir de celle du TO 4.3.1. Cela ce traduit : - par la modification du plan de financement : Augmentation de la ligne DP 5A de la mesure 16 de 951006 à 1951006 et diminution de la ligne DP 5A de la mesure 4 de 9340819 à 8340819. - Par la modification du plan des indicateurs pour la ligne mesure 4 du DP 5A : du total des investissements de 37382321 à 35285885 et de la dépense publique totale de 32298325 à 30411533, pour la ligne mesure 16 du DP 6B : augmentation de la dépense publique totale de 1188758 à 2438758.</p>	<p>Cette modification vise à rééquilibrer le budget prévu en fonction de la forte demande observée sur le type d'opération 16.5 dont les actions visent à mieux organiser les opérations collectives pour la gestion de la ressource. Ce rééquilibrage est cohérent avec l'ouverture du TO 4.3.1 à de plus petits projets. Il faut en effet encadrer cet élargissement en encourageant, grâce à la mesure 16, davantage d'organisation des acteurs de la gestion de l'eau autour de projets structurants.</p>
Sec tion 10	Modification du plan de financement		<p>Agmentation de l'enveloppe correspondant au type d'opération 16.7.1 de 2 millions d'euros à partir de celle du TO 6.3 supprimé. Cela ce traduit : - par la modification du plan de financement : Augmentation de la ligne DP 6B de la mesure 16 de 3111211 à 5111211 et diminution de la ligne DP 2A de la mesure 6 de 2000000 à 0. - Par la modification du plan des indicateurs pour la ligne mesure 6 du DP 2A : diminution du nombre de bénéficiaires de 420 à 0, du total des investissements de 2500000 à 0 et de la dépense publique totale de 2500000 à 0; pour la ligne mesure 16 du DP 6B : augmentation de la dépense publique totale de 3889014 à 6389014.</p>	<p>Cette modification vise à rééquilibrer le budget prévu en fonction de la forte demande observée concernant le type d'opération 16.7.1 dont les actions visent à favoriser l'installation en protégeant le foncier agricole. Le besoin qui avait été identifié pour le TO 6.3 sera couvert avec le type d'opération 4.1.6, pour lequel l'évaluation ex ante a démontré que le budget était suffisant.</p>

Sec tion 10	Modification du plan de financement		<p>Agmentation de l'enveloppe correspondant au type d'opération 8.3.1 de 200000 euros à partir de celle des TO 8.3.2 et 8.4. Cela ce traduit : - par la modification du plan de financement : Augmentation de la ligne DP 4A de la mesure 8 de 5515837 à 5615837 et diminution de la ligne DP 5E de la mesure 8 de 190201,25 à 90201,25. - Par la modification du plan des indicateurs pour la ligne mesure 8 du DP 5E : diminution de la depense publique totale de 358870 à 170191; pour la ligne mesure 8 de la P4, augmentation de la depense publique totale de 10407238 à 10595917.</p>	<p>Cette modification vise a rééquilibrer le budget prévu en fonction de la forte demande observée sur le type d'opération 8.3.1 et le choix de privilégier les financements nationaux pour le soutien des projets liés aux TO 8.4 et 8.3.2.</p>
	Modification du plan de financement		<p>Agmentation de l'enveloppe correspondant au type d'opération 8.6 de 1 million d'euros à partir de celle des TO 4.3.1 (500000€) et 7.4.1 (500000€). Cela ce traduit : - par la modification du plan de financement : Augmentation de la ligne DP 2C de la mesure 8 de 1141207 à 2141207 et diminution de la ligne DP 5A de la mesure 4 de 8340819 à 7840819 et de la ligne DP 6B de la mesure 7 de 6591615 à 6091615 . - Par la modification du plan des indicateurs pour la ligne mesure 4 du DP 5A : diminution du total des investissements de 35285885 à 34237667 et de la depense publique totale de 30411533 à 29468137, pour la ligne mesure 7 du DP 6B : diminution de la depense publique totale de 12437010 à 11493614 et du nombre de projets 7.4 de 80 à 75, pour la ligne mesure 8.6 du DP 2C : augmentation de la depense publique totale de 2153222 à 4040013.</p>	<p>Cette modification vise à rééquilibrer le budget prévu en raison de la consommation importante du type d'opération 8.6 et des demandes de la profession (Communes forestieres, Fibois, interprofession régionale.). De nouveaux besoins d'exploitation apparaissent pour la filiere avec le developpement des centrales biomasse. La foret régionale est largement sous exploitée et l'interprofession a pour objectif de doubler la récolte.</p>